

SÉNÉCAL, Gilles et BHERER, Laurence (dir.) (2009) *La métropolisation et ses territoires*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 291 p. (ISBN 978 2 7605 2357 9)

Cynthia Ghorra-Gobin

Volume 54, numéro 151, avril 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044387ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044387ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

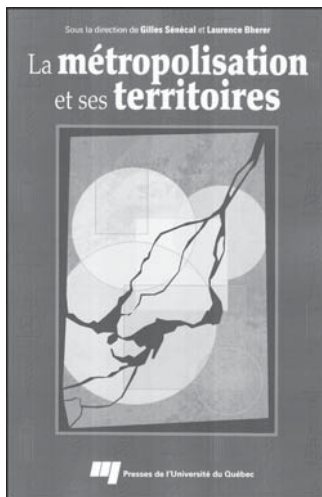
0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ghorra-Gobin, C. (2010). Compte rendu de [SÉNÉCAL, Gilles et BHERER, Laurence (dir.) (2009) *La métropolisation et ses territoires*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 291 p. (ISBN 978 2 7605 2357 9)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 54(151), 233–234. <https://doi.org/10.7202/044387ar>



SÉNÉCAL, Gilles et BHERER, Laurence (dir.)
(2009) *La métropolisation et ses territoires*.
Québec, Presses de l'Université du Québec,
291 p. (ISBN 978 2 7605 2357 9)

L'avant-propos présente l'idée centrale de l'ouvrage: confirmer la validité de l'usage des termes «métropole» et «métropolisation» dans les études urbaines, en géographie sociale, ainsi que dans les sciences régionales. Ce point de vue est clairement attesté au regard de l'importance des références bibliographiques mobilisées par les différents auteurs de l'ouvrage collectif incluant chercheurs francophones et anglophones. L'intérêt de la métropole provient du fait qu'elle regroupe un large spectre d'activités économiques et qu'elle représente le principal «réceptacle» d'enjeux sociaux, politiques et économiques indissociables des craintes écologiques et identitaires sans oublier les «frayeurs logistiques» (concernant notamment les infrastructures). L'avant-propos sert également d'introduction aux quatre parties incluant 13 articles principalement ancrés dans la réalité du Québec, pendant que l'épilogue intitulé «l'espace métropolitain comme espace délibératif?» synthétise l'essentiel des débats en cours sur la gouvernance métropolitaine. Il présente l'intérêt de mettre en évidence la spécificité de la culture politique québécoise tout en rappelant sa proximité avec celle de l'État français.

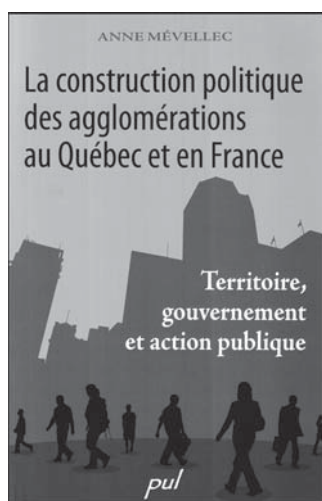
Comme il est quasi impossible de rendre compte de l'ensemble des arguments présentés dans l'ouvrage, ce compte-rendu se limitera à souligner les éléments originaux qu'on ne retrouve pas dans les ouvrages collectifs abordant la même thématique. Une partie du chapitre II intitulé *City Academy* souligne la compétitivité accrue entre les villes à l'heure de la métropolisation ainsi que le rôle et la contribution des chercheurs pour mettre au point ces classements de type *benchmarking*. L'expression «urbanisme de créneau» est remarquablement illustrée par l'analyse dans les plans d'aménagement et les termes promotionnels utilisés par la Ville Saint-Laurent (dans la région métropolitaine de Montréal). En prenant deux périodes (1950-1980 et 1980-2000), Darchen démontre avec subtilité les mutations des pratiques d'aménagement ainsi que le choix volontariste des acteurs en faveur de l'insertion de leur territoire (municipal) dans les secteurs de la haute technologie. Le chapitre V met en évidence la rivalité entre deux visions possibles de la métropole (ici Montréal) et l'auteure, Claire Poitras, souligne avec acuité la différence entre la métropole organisée autour d'une ville centre et la vision d'une métropole organisée sous le mode polycentrique en prenant l'exemple des infrastructures. Le chapitre VIII répond certainement le mieux à l'attente du lecteur français en quête d'une sorte de diagnostic ou d'évaluation des réformes de restructuration de type fusion et défusion des dernières années ayant touché Montréal (et d'autres villes canadiennes). En centrant son analyse sur la thématique du budget, des services et des financements, Hamel démontre le poids des responsabilités métropolitaines qui incombent en réalité à la ville centre (Montréal), en dépit de l'apport compensatoire de la province de Québec qui, paradoxalement, a autorisé la défusion des municipalités suburbaines riches.

A l'issue de la lecture de cet ouvrage centré sur l'expérience du Québec, il est peu aisé d'indiquer son positionnement au sein de la production scientifique. Le lecteur regrette également que les éditeurs, qui dans leur



introduction avaient réussi à différencier avec brio les trois usages (pédagogique, géopolitique et méthodologique) de la métropole, n'aient pas fait le choix d'organiser l'ouvrage sur cette base. L'usage pédagogique se présente comme un outil permettant de penser le développement territorial et à terme d'imaginer une gouvernance métropolitaine alors que l'usage stratégique permet de reconnaître la portée géopolitique des métropoles (y compris au sein d'institutions comme l'OCDE) et que l'usage méthodologique permet d'élucider les modalités d'investigation.

Cynthia Ghorra-Gobin
Institut d'Études Politiques, Paris



MÉVELLEC, Anne (2008) *La construction politique des agglomérations au Québec et en France. Territoire, gouvernement et action publique*. Québec, Presses de l'Université Laval. 291 p. (ISBN 978-2-7637-8603-2)

Tiré d'une thèse de doctorat, cet ouvrage traite de la construction politique des agglomérations, c'est-à-dire principalement des regroupements de municipalités, de la gestion urbaine et métropolitaine et de la démocratie locale. En arrière-plan, on remarque le débat

politicogéographique sur le phénomène de *rescaling* (souvent traduit par le terme «reterritorialisation»), un débat lancé par l'Américain Neil Brenner. Celui-ci traite de la nouvelle répartition des pouvoirs entre les différents échelons de gouvernements. La perspective est comparative, les agglomérations de Saguenay (Québec) et de Rennes (France) servant d'exemples pour décrire des processus généraux. Sur le plan de la méthodologie, l'auteure fonde sa démarche qualitative sur des entretiens avec des acteurs-clés et des revues de presse. Regardons cela plus en détail.

L'introduction présente la problématique, qui tourne autour des concepts d'agglomération et de transition institutionnelle. Le concept d'agglomération est central dans la recherche. Il est défini comme étant l'addition de trois éléments : un territoire fonctionnel, une forme de gouvernement et un producteur d'action publique. Rennes et Saguenay ont récemment vécu une transition institutionnelle encadrée par les gouvernements supérieurs, transition dont les modes sont opposés, du moins en apparence (regroupement municipal *versus* coopération intercommunale). La thèse défendue par l'auteure est que les deux formes d'institutionnalisation produisent un même processus de construction politique des agglomérations, qui transforme les référents identitaires et le métier d' élu politique. De plus, ces changements institutionnels à l'échelle supralocale s'inspireraient, dans les deux cas, de l'école de la réforme plutôt que de celle des choix publics.

Le premier chapitre décrit les contextes institutionnels français et québécois. Rappelons qu'en France, les collectivités territoriales sont reconnues dans la constitution, que les élus locaux peuvent exercer plusieurs fonctions électives de manière concomitante et que le principe qui veut que le pouvoir de taxation soit limité aux élus de premier degré est moins présent. Par ailleurs, la politique locale au sein de l'Hexagone est caractérisée par la forte influence des partis politiques nationaux,